|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:un.emf |  | **CBD** |
| CBD_logo_fr-CMYK-black [Converted] | Distr.GÉNÉRALECBD/NP/MOP/4/415 octobre 2021FRANÇAIS ORIGINAL : ANGLAIS |

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L’ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Quatrième réunion

Kunming, Chine, 11-15 octobre 2021

et du 25 avril au 8 mai 2022

# rapport de la Conférence des Parties à la convention sur la diversité biologique siégeant en tant que réunion des Parties au protocole de Nagoya sur l’accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation à sa quatrième réunion (partie I)

*Table des matières*

I. Décision adoptée par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties
au Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages……………………………. 2

NP/4 /1 Budget pour le programme de travail intégré du Secrétariat………………………………... 2

II. Compte rendu des débats……………………………………………………………………. 8

 Participation………………………………………………………………………………… 8

 Questions d’organisation…………………………………………………………………... 12

Point 1. Ouverture de la réunion……………………………………………………………………. 12

Point 2. Questions d’organisation…………………………………………………………………... 13

Point 3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya………………… 15

Point 4. Rapports des organes subsidiaires…………………………………………………………. 15

Point 5. Rapport du Comité chargé du respect des dispositions……………………………………. 16

Point 6. Administration du Protocole et du budget du Fonds d’affectation spéciale………………. 16

Point 17. Questions diverses…………………………………………………………………………. 16

Point 18. Adoption du rapport………………………………………………………………………... 16

Point 19. Clôture de la réunion………………………………………………………………………. 17

**I. DÉCISION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L’ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES**

**NP-4/1. Budget pour le programme de travail intégré du Secrétariat**

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages,*

*Rappelant* sa décision [3/16](https://www.cbd.int/doc/decisions/np-mop-03/np-mop-03-dec-16-fr.pdf), dans laquelle elle a approuvé le budget pour l'exercice
biennal 2019-2020,

*Rappelant* sa décision NP-EM-1/1, dans laquelle elle a approuvé la prorogation du budget pour l'exercice biennal 2019-2020 et, à titre exceptionnel, un budget de base provisoire pour l'année 2021,

*Considérant* la décision de tenir la quatrième réunion de la Conférence des Parties en deux parties, la première partie du 11 au 15 octobre 2021 et la deuxième partie du 25 avril au 8 mai 2022, en raison des contraintes liées à la pandémie de COVID-19, et que l'examen et l'adoption d'un budget ordinaire ou complet ont été prévus pour la deuxième partie de la réunion,

*Notant*, par conséquent, la nécessité de prendre des dispositions pour permettre le maintien du fonctionnement des organes du Protocole, notamment son Secrétariat et les réunions de ses Parties et de ses organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties selon laquelle, à titre exceptionnel, les Parties examinent et approuvent un budget provisoire pour 2022 selon des modalités convenues,

*Rappelant* l'importance de disposer d'informations rapides et facilement compréhensibles sur les questions financières et administratives, afin de permettre aux Parties de bénéficier d'un Secrétariat efficace et efficient et de soutenir celui-ci,

*Rappelant également* la nécessité d'un processus décisionnel inclusif lors des réunions de la Conférence des Parties et des Parties à ses Protocoles et, en particulier, les dispositions des paragraphes 35 à 44 de la décision 14/37 sur le Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires (BZ) destiné à faciliter la participation des Parties aux processus de la Convention,

*Reconnaissant* la nature exceptionnelle des circonstances liées à la pandémie et exprimant sa solidarité avec toutes les Parties qui doivent faire face aux incidences humaines et économiques de la pandémie en cours,

*Ayant examiné* la note de la Secrétaire exécutive[[1]](#footnote-2),

1. *Approuve*, à titre exceptionnel, un budget-programme de base provisoire pour le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, d'un montant de 2 028 350 dollars US pour l'année 2022, soit 11 % du budget provisoire intégré de 18 439 546 dollars US pour l'année 2022, aux fins énumérées dans les tableaux 1a et 1b ci-après ;
2. *Adopte* le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses pour 2022, conformément au barème actuel des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies, tel qu'il figure dans le tableau 2 de la présente décision, notant que le barème des quotes-parts pour l'exercice triennal 2022-2024 devrait être approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2021 et que le nouveau barème des quotes-parts sera appliqué, lorsqu'il sera publié, pour calculer les quotes-parts pour 2022 ;
3. *Prie* la Secrétaire exécutive d'élaborer des propositions pour le budget de l'exercice biennal 2023-2024 dans l'attente d'une décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya concernant les dates de sa cinquième réunion ;
4. *Note* *avec préoccupation* qu'un certain nombre de pays n'ont pas payé leurs contributions aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) pour 2020 et les années précédentes, certaines Parties n'ayant jamais payé leurs contributions, et note également que, conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public adoptées par les Nations Unies[[2]](#footnote-3), un montant estimé à 146 000 dollars pour le Protocole de Nagoya, impayé à la fin de 2020, doit être déduit du solde du fonds et ne peut donc pas être utilisé au profit de toutes les Parties au Protocole ;

5. *Décide* d'appliquer, mutatis mutandis, les paragraphes 2 à 4 et 6 à 12, 14 à 17 et 19 de la décision adoptée par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion (partie I).

**Tableau 1a**

**Budget provisoire intégré pour le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique et ses Protocoles pour l'année 2022**

*(En milliers de dollars US)*

| *Poste de dépense* | *2022*  |
| --- | --- |
| A. Frais de personnel | 12 220,00  |
| B. Voyage en mission | 275,00  |
| C. Consultants/sous-traitants | 50,00  |
| D. Matériel de sensibilisation du public/communications | 50,00  |
| E. Assistance temporaire/heures supplémentaires | 100,00  |
| F. Formation | 5,00  |
| G. Traduction du site Web du Centre d'échange/de projets de sites Web | 65,00  |
| H. Réunions\* | 1 198,00  |
| I. Coûts locatifs et associés | 1 481,22  |
| J. Frais généraux de fonctionnement | 726,60  |
| **Total partiel (I)** | **16 170,82**  |
| **II. Dépenses d'appui au programme (13 %)** | 2 102,21  |
| **Total partiel (I + II)** | **18 273,03**  |
| **III. Réserve de trésorerie** | 166,51  |
| **Total (II + III)** | **18 439,54**  |
| Part de la Convention dans le budget provisoire (11 %) | 2 028,35  |
| Moins : la contribution du pays hôte | (184,12) |
| Moins : l'utilisation des réserves des années précédentes | (115,50) |
| **Total net (montant à partager entre les Parties)** | **1 728,73**  |

**\*** Réunions à financer par le budget provisoire pour l'année 2022 en complément du report conformément au tableau 1 ci-dessus :

1/ Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, dixième réunion des Parties au Protocole de Cartagena, quatrième réunion des Parties au Protocole de Nagoya, tenues en parallèle pendant 14 jours.

2/ Reprise de la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application et de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 pendant 17 jours.

3/ Il est prévu que, lors de la deuxième partie de sa quinzième réunion, la Conférence des Parties examine la nécessité d'allouer des fonds budgétaires aux réunions du Bureau et des experts afin d'assurer la participation pleine et effective des pays en développement et des pays à économie en transition. Les Parties, par l'intermédiaire du Bureau, continueront à suivre les circonstances extraordinaires liées à la pandémie de COVID-19, et rien dans cette décision ne doit être compris comme établissant un précédent ou préjugeant du format des futures réunions du Bureau ou des réunions d'experts.

**Tableau 1b :**

**Ressources nécessaires par Division du budget de base intégré pour l'année 2022***(En milliers de dollars US)*

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | 2022  |
| **I. Programmes :** |  |
|  Bureau de la Secrétaire exécutive | 2 788,50  |
|  Protocoles sur l'accès et le partage des avantages et la prévention des risques biotechnologiques | 2 336,50  |
|  Division Science, Société et Avenirs durables | 3 617,50  |
|  Division Soutien à la mise en œuvre | 4 300,75  |
| **II. Administration, finances et services de conférence** | 3 127,57  |
| **Total partiel** | **16 170,82**  |
| Dépenses d'appui au programme | 2 102,21  |
| **III. Réserve de trésorerie** | 166,51  |
| **Total** | **18 439,54**  |
| Part du Protocole de Nagoya dans le budget provisoire (15 %) | 2 028,35  |
| Moins : la contribution du pays hôte | (184,12) |
| Moins : l'utilisation des réserves des années précédentes | (115,50) |
| **Total net (montant à partager entre les Parties)** | **1 728,73**  |

**Tableau 2**

**Contributions au fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour 2022**

|  | *Partie* | *Barème des quotes-parts* | *Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %*[[3]](#footnote-4) | *Contributions au 1er janvier 2022* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0,007 | 0,010 | 173 |
| 2 | Afrique du Sud | 0,272 | 0,437 | 7 553 |
| 3 | Albanie | 0,008 | 0,013 | 222 |
| 4 | Allemagne | 6,090 | 9,783 | 169 117 |
| 5 | Angola | 0,010 | 0,010 | 173 |
| 6 | Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 7 | Arabie saoudite | 1,172 | 1,883 | 32 546 |
| 8 | Argentine | 0,915 | 1,470 | 25 409 |
| 9 | Autriche | 0,677 | 1,088 | 18 800 |
| 10 | Bélarus | 0,049 | 0,079 | 1 361 |
| 11 | Belgique | 0,821 | 1,319 | 22 799 |
| 12 | Bénin | 0,003 | 0,005 | 83 |
| 13 | Bhoutan | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 14 | Bolivie (État plurinational de) | 0,016 | 0,026 | 444 |
| 15 | Botswana | 0,014 | 0,022 | 389 |
| 16 | Brésil | 2,948 | 4,736 | 81 865 |
| 17 | Bulgarie | 0,046 | 0,074 | 1 277 |
| 18 | Burkina Faso | 0,003 | 0,005 | 83 |
| 19 | Burundi | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 20 | Cambodge | 0,006 | 0,010 | 167 |
| 21 | Cameroun | 0,013 | 0,021 | 361 |
| 22 | Chine | 12,005 | 19,284 | 333 375 |
| 23 | Comores | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 24 | Congo | 0,006 | 0,010 | 167 |
| 25 | Côte d’Ivoire | 0,013 | 0,021 | 361 |
| 26 | Croatie | 0,077 | 0,124 | 2 138 |
| 27 | Cuba | 0,080 | 0,129 | 2 222 |
| 28 | Danemark | 0,554 | 0,890 | 15 384 |
| 29 | Djibouti | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 30 | Égypte | 0,186 | 0,299 | 5 165 |
| 31 | Émirats arabes unis | 0,616 | 0,990 | 17 106 |
| 32 | Équateur | 0,080 | 0,129 | 2 222 |
| 33 | Érythrée | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 34 | Espagne | 2,146 | 3,447 | 59 594 |
| 35 | Estonie | 0,039 | 0,063 | 1 083 |
| 36 | Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 173 |
| 37 | Fidji | 0,003 | 0,005 | 83 |
| 38 | Finlande | 0,421 | 0,676 | 11 691 |
| 39 | France | 4,427 | 7,111 | 122 936 |
| 40 | Gabon | 0,015 | 0,024 | 417 |
| 41 | Gambie | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 42 | Ghana | 0,015 | 0,024 | 417 |
| 43 | Grèce | 0,366 | 0,588 | 10 164 |
| 44 | Guatemala | 0,036 | 0,058 | 1 000 |
| 45 | Guinée | 0,003 | 0,005 | 83 |
| 46 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 47 | Guyana | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 48 | Honduras | 0,009 | 0,014 | 250 |
| 49 | Hongrie | 0,206 | 0,331 | 5 721 |
| 50 | Îles Marshall | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 51 | Îles Salomon | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 52 | Inde | 0,834 | 1,340 | 23 160 |
| 53 | Indonésie | 0,543 | 0,872 | 15 079 |
| 54 | Japon | 8,564 | 13,757 | 237 820 |
| 55 | Jordanie | 0,021 | 0,034 | 583 |
| 56 | Kazakhstan | 0,178 | 0,286 | 4 943 |
| 57 | Kenya | 0,024 | 0,039 | 666 |
| 58 | Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 59 | Kiribati | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 60 | Koweït | 0,252 | 0,405 | 6 998 |
| 61 | Lesotho | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 62 | Liban | 0,047 | 0,075 | 1 305 |
| 63 | Liberia | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 64 | Luxembourg | 0,067 | 0,108 | 1 861 |
| 65 | Madagascar | 0,004 | 0,006 | 111 |
| 66 | Malaisie | 0,341 | 0,548 | 9 469 |
| 67 | Malawi | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 68 | Maldives | 0,004 | 0,006 | 111 |
| 69 | Mali | 0,004 | 0,006 | 111 |
| 70 | Malte | 0,017 | 0,027 | 472 |
| 71 | Maurice | 0,011 | 0,018 | 305 |
| 72 | Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 73 | Mexique | 1,292 | 2,075 | 35 878 |
| 74 | Micronésie (États fédérés de) | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 75 | Mongolie | 0,005 | 0,008 | 139 |
| 76 | Monténégro | 0,004 | 0,006 | 111 |
| 77 | Mozambique | 0,004 | 0,006 | 111 |
| 78 | Myanmar | 0,010 | 0,010 | 173 |
| 79 | Namibie | 0,009 | 0,014 | 250 |
| 80 | Népal | 0,007 | 0,010 | 173 |
| 81 | Nicaragua | 0,005 | 0,008 | 139 |
| 82 | Niger | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 83 | Norvège | 0,754 | 1,211 | 20 938 |
| 84 | Oman | 0,115 | 0,185 | 3 194 |
| 85 | Ouganda | 0,008 | 0,010 | 173 |
| 86 | Pakistan | 0,115 | 0,185 | 3 194 |
| 87 | Palaos | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 88 | Panama | 0,045 | 0,072 | 1 250 |
| 89 | Pays-Bas | 1,356 | 2,178 | 37 656 |
| 90 | Pérou | 0,152 | 0,244 | 4 221 |
| 91 | Philippines | 0,205 | 0,329 | 5 693 |
| 92 | Portugal | 0,350 | 0,562 | 9 719 |
| 93 | Qatar | 0,282 | 0,453 | 7 831 |
| 94 | République arabe syrienne | 0,011 | 0,018 | 305 |
| 95 | République centrafricaine | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 96 | République de Corée | 2,267 | 3,642 | 62 954 |
| 97 | République de Moldova | 0,003 | 0,005 | 83 |
| 98 | République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 173 |
| 99 | République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,008 | 139 |
| 100 | République dominicaine | 0,053 | 0,085 | 1 472 |
| 101 | République populaire démocratique de Corée | 0,006 | 0,010 | 167 |
| 102 | République tchèque | 0,311 | 0,500 | 8 636 |
| 103 | République-Unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 173 |
| 104 | Roumanie | 0,198 | 0,318 | 5 498 |
| 105 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | 4,567 | 7,336 | 126 824 |
| 106 | Rwanda | 0,003 | 0,005 | 83 |
| 107 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 108 | Samoa | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 109 | Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 110 | Sénégal | 0,007 | 0,010 | 173 |
| 111 | Serbie | 0,028 | 0,045 | 778 |
| 112 | Seychelles | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 113 | Sierra Leone | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 114 | Slovaquie | 0,153 | 0,246 | 4 249 |
| 115 | Soudan | 0,010 | 0,010 | 173 |
| 116 | Suède | 0,906 | 1,455 | 25 159 |
| 117 | Suisse  | 1,151 | 1,849 | 31 963 |
| 118 | Swaziland | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 119 | Tadjikistan | 0,004 | 0,006 | 111 |
| 120 | Tchad | 0,004 | 0,006 | 111 |
| 121 | Togo | 0,002 | 0,003 | 56 |
| 122 | Tonga | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 123 | Tunisie | 0,025 | 0,040 | 694 |
| 124 | Turkménistan | 0,033 | 0,053 | 916 |
| 125 | Tuvalu | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 126 | Union européenne |  | 2,500 | 43 218 |
| 127 | Uruguay | 0,087 | 0,140 | 2 416 |
| 128 | Vanuatu | 0,001 | 0,002 | 28 |
| 129 | Venezuela | 0,728 | 1,169 | 20 216 |
| 130 | Viet Nam | 0,077 | 0,124 | 2 138 |
| 131 | Zambie | 0,009 | 0,014 | 250 |
| 132 | Zimbabwe | 0,005 | 0,008 | 139 |
|  | **Total** | **60,723** | **100,000** | **1 728 734** |

**II. Compte rendu des débats**

1. En réponse à l'invitation du Gouvernement chinois et comme l'avait décidé la Conférence des Parties dans sa décision [XIII/33](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-13/cop-13-dec-33-fr.pdf), la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation devait se tenir à Kunming, Province du Yunnan, Chine, du 15 au 28 octobre 2020, en même temps que la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Toutefois, en raison de la pandémie de coronavirus (COVID-19), les réunions ont été reportées, d'abord jusqu'à la fin du mois de mai 2021, puis à nouveau en raison de la persistance de la pandémie.
2. Au terme de consultations approfondies et compte tenu des difficultés que la pandémie posait encore pour les réunions en personne, le Bureau de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui faisait également office de Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya, avait décidé, lors de sa réunion du 14 juillet 2021, de tenir la quatrième réunion des Parties au Protocole de Nagoya en deux parties : la première partie (partie I) du 11 au 15 octobre 2021 et la seconde partie (partie II) en personne à Kunming, en Chine, du 25 avril au 8 mai 2022. La partie I de la réunion s'est tenue en ligne.

## Participation

1. Tous les États ont été invités à participer à la réunion. Les parties suivantes au Protocole de Nagoya y ont participé :

Afrique du Sud

Albanie

Allemagne

Angola

Antigua-et-Barbuda

Arabie saoudite

Argentine

Autriche

Belarus

Belgique

Bénin

Bhoutan

Botswana

Brésil

Bulgarie

Burkina Faso

Burundi

Cambodge

Cameroun

Chine

Comores

Congo

Croatie

Cuba

Danemark

Égypte

Émirats arabes unis

Équateur

Érythrée

Espagne

Estonie

Éthiopie

Fidji

Finlande

France

Gabon

Ghana

Grèce

Guatemala

Guyana

Honduras

Hongrie

Inde

Indonésie

Japon

Jordanie

Kenya

Koweït

Liban

Libéria

Luxembourg

Madagascar

Malaisie

Malawi

Maldives

Malte

Maurice

Mexique

Micronésie (États fédérés de)

Mozambique

Myanmar

Namibie

Népal

Nicaragua

Niger

Norvège

Oman

Ouganda

Pakistan

Pays-Bas

Pérou

Philippines

Portugal

République centrafricaine

République de Corée

République de Moldova

République démocratique du Congo

République dominicaine

République populaire démocratique de Corée

République unie de Tanzanie

Roumanie

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord

Rwanda

Saint-Kitts-et-Nevis

Sénégal

Serbie

Seychelles

Soudan

Suède

Suisse

Tadjikistan

Tchad

Tchéquie

Togo

Tonga

Tunisie

Turkménistan

Union européenne

Uruguay

Viet Nam

Zambie

Zimbabwe

## 4. Les États suivants non Parties au Protocole de Nagoya étaient également représentés : Algérie, Andorre, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bosnie-Herzégovine, Brunei Darussalam, Cabo Verde, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Chypre, État de Palestine, États-Unis d’Amérique, Fédération de Russie, Géorgie, Grenade, Guinée équatoriale, Haïti, Islande, Iran (République islamique d’), Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Macédoine du Nord, Maroc, Monaco, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Paraguay, Pologne, Saint-Siège, Singapour, Slovénie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie et Ukraine.

5. Des observateurs des organes des Nations Unies, agences spécialisées, secrétariats de conventions et autres organes ont aussi participé :

Centre du patrimoine mondial de l’UNESCO

Conférence des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

Conférence des Nations Unies sur la commerce et le développement

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

Fonds international pour le développement agricole

Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme

Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture

Organisation maritime internationale

Organisation mondiale de la santé

Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

Programme des Nations Unies pour l’environnement

Programme des Nations Unies pour le développement

Secrétariat de la Convention des Carpates

Université des Nations Unies

6. Les organisations suivantes étaient également représentées en qualité d’observatrices :

Académie des sciences de la Chine

Action for Ecology and People Emancipation (AEER)

ActionAid International

Adelphi Research gemeinnützige GmbH

African Indigenous Women Organization (Nairobi)

African Institute for Development Policy

African Wildlife Foundation

Agence de développement de l’Union africaine-NEPAD

Alliance sur l’accès et le partage des avantages

Amis de la Terre Europe

Andes Chinchasuyo

Anglican Consultative Council

Arabian Leopard Fund

ASEAN Centre for Biodiversity

Asia Indigenous Peoples Pact Foundation

Asian Forest Cooperation Organization

Asociación Ambiente y Sociedad

Association chinoise pour la conservation des plantes sauvages

Association des 3 Hérissons

Aube Nouvelle pour la Femme et le Développement

Australian Conservation Foundation

Avaaz

BankTrack

Barnes Hill Community Development Organization

Beijing Chaoyang District Yongxu Global Environmental Institute

Beijing Entrepreneur Environmental Protection Foundation

Beijing Fuqun Social Service Center

Beijing Haidian Shanshui Conservation Center

Beijing Institute of Finance and Sustainability

Bioversity International

BirdLife International

Born Free Foundation

British Ecological Society

Bureau européen pour la conservation et le développement

Carbon Disclosure Project (CDP)

Caribbean Community Secretariat

Center for Development Research (ZEF)

Centre africain pour la biodiversité

Centre arabe pour l’étude des zones arides et des terres sèches

China Dialogue Trust

China Green Carbon Foundation

ClientEarth

Comité du Japon pour l’UICN

Comité français de l’UICN

Comité international de planification de la souveraineté alimentaire

Commission balainière internationale

Commonland

Confederação Nacional da Indústria

Congrégation des sœurs de St-Joseph de la paix

Conselho Empresarial Brasileiro para o Desenvolvimento Sustentável

Conservation International

Convention de Ramsar sur les zones humides

Cooperativa Autogestionaria de Servicios Profesionales para la Solidaridad Social, R.L.

Coral Triangle Initiative on Coral Reefs, Fisheries and Food Security

CropLife International

Derecho, Ambiente y Recursos Naturales

Deutsches Zentrum für Luft - und Raumfahrt e.V. - German Aerospace Center

DHI Water & Environment

Ecologistas en Acción

EcoNexus

ECOROPA

Elephant Protection Initiative Foundation

ETC Group

Fédération internationale des fabricants et associations de produits pharmaceutiques

Fondation brésilienne pour le développement durable

Fondation chinoise pour la conservation de la biodiversité et le développement vert

Fondation du Sierra Club Canada

Fondation européenne pour la climat

Fonds nordique pour le développement

Forest Peoples Programme

Forest Stewardship Council

Forest Watch Indonesia

Forum international des peoples autochtones pour la biodiversité

Forum international sur l’environnement

Foundation for Aboriginal and Islander Research Action

Fridtjof Nansen Institute

Fundación Ambiente y Recursos Naturales

Fundación Gaia Amazonas

Future Earth

GenØk - Centre for Biosafety

German Committee Future Earth

Global Crop Diversity Trust

Global Forest Coalition

Global Forum on Human Settlements

Global Industry Coalition

Global Initiative Against Transnational Organized Crime

Global Youth Online Union

Govardhan Ecovillage

Greater Virunga Transboundary Collaboration

Green Anhui

Greenpeace International

Griffith University

Group on Earth Observations Biodiversity Observation Network

Guangzhou Yuexiu Climate Environmental Protection Exchange Center

Hanns Seidel Foundation/Stiftung-Korea Office

Heinrich Böll Foundation

Helmholtz Centre for Environmental Research - UFZ

ICCA Consortium

ICLEI - Local Governments for Sustainability

Imperial College London

Institut de l’environnement et du développement durable

Institut du développement durable et des relations internationales

Institut national pour les études sur l’environnement

Institute for Biodiversity Network

Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture

International Association for Falconry and Conservation of Birds of Prey

International Center for Integrated Mountain Development

International Collective in Support of Fishworkers

International Coral Reef Initiative

International Council of Environmental Law

International Fertilizer Association

International Fund for Animal Welfare

International Grain Trade Coalition

International Indian Treaty Council

International Network for Bamboo and Rattan

International Network of Basin Organizations

International Partnership for the Satoyama Initiative

International Seed Federation

International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications

International Studies Association

International University Network on Cultural and Biological Diversity

IPIECA

Japan Environmental Lawyers for Future

Japan Federation of Bar Associations

Laotu Rural Ecological Culture Service Group in Yantian District, Shenzhen

Latinoamérica Sustentable

Les Eco Maires

London School of Economics and Political Science

Max Planck Institute for Social Anthropology

Ministère des affaires étrangères

Missionary Society of St. Columban

Mount Holyoke College

National Geographic Society

Nature Québec

New Wind Association

On the EDGE Conservation

Organisation du traité de cooperation amazonienne

Organisation internationale des bois tropicaux

Panthera

Parabukas

Pesticide Eco-Alternatives Center

Pondicherry India-China Friendship Association

Préfecture d’Aïchi

Protect Our Water and Environmental Resources

Public Research and Regulation Initiative

Rainforest Foundation Norway

Rainforest Trust

Red de Cooperación Amazónica

Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad para América Latina y el Caribe

Red Indígena de Turismo de México (RITA)

Regions4 Sustainable Development

Réseau civil du Japon pour la Décennie des Nations Unies sur la biodiversité

Réseau d’information des populations autochtones

Réseau des citoyens du Japon pour l’alimentation et l’agriculture durables (FA-Net Japan)

Réseau des gestionnaires d’aires marines protégées de Méditerranée

Réseau du tiers monde

Réseau international de conservation des terres

Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité

Réseau Ramsar du Japon

Resources Legacy Fund

Round-Table on Sustainable Palm Oil Secretariat (RSPO)

Royal Botanic Gardens, Kew

Royal Society for the Protection of Birds

Rueda de Medicina y Asociados, A.C.

Sasakawa Peace Foundation

Scion Research

Seascape Consultants Ltd.

Secrétariat du programme régional du Pacifique pour l’environnement

Seikatsu Club Consumers’ Co-operative Union

Society for the Preservation of Natural History Collections

Society for Wetland Biodiversity Conservation - Nepal

Society for Wildlife and Nature

South Asia Co-operative Environment Programme

South China Botanic Garden

Southeast Asia Regional Initiatives for Community Empowerment

Southern African Development Community Secretariat

Stockholm Resilience Centre

Sustainable Environment Food and Agriculture Initiative

Système mondial d’information sur la biodiversité

Team SPOON

Tebtebba Foundation

Terra de Direitos

The Nature Conservancy

The Pew Charitable Trusts

Tinker Institute on International Law and Organizations

TRAFFIC International

Tree Aid

UCCLAN - University of Cambridge, Conservation Leadership Alumni Network

UICN – Union internationale pour la conservation de la nature

Union de la Méditerranée

Union internationale des chemins de fer

Union internationale pour la protection des nouvelles variétés de végétaux

Université Cornell

Université de Cambridge

Université de Georgetown

Université de Ghent

Université de Guelph

Université de l’État de la Caroline du Nord

Université de Nagoya

Université de Nankai

Université de Sydney

Université de Vienne

Université des finances et de l’économie du Yunan

Université Duke

Université Duke Kunshan

Université Macquarie

Université norvégienne des sciences de la vie

Vitae-Planeta Ltd.

Wellcome Sanger Institute

West African Economic and Monetary Union

Wetlands International - Japan

Wildlands Conservation Trust

Wildlife Conservation Society

Wildlife Justice Commission

Winrock International

Women Engage for a Common Future

World Agroforestry Centre

World Animal Protection

World Business Council for Sustainable Development

World Economic Forum

World Federation for Animals

World Organisation for Animal Health
/Organisation mondiale de la santé animale

World Overview of Conservation Approaches and Technologies

World Tourism Cities Federation

WWF International

Yangtze River Delta Research Institute of Environmental Science and Technology, Zhejiang

Zoo and Aquarium Association Australasia

Zoological Society of London

## Questions d'organisation

# Point 1. Ouverture de la réunion

7. Après l’ouverture de la quinzième réunion de la Conférence des Parties par Mme Yasmine Fouad, ministre de l’Environnement de l’Égypte et présidente de la Conférence des Parties à sa quatorzième réunion, et l’élection de M. Runqiu Huang, ministre de l’Écologie et de l’Environnement de la Chine, en tant que président de la Conférence des Parties à sa quinzième réunion, la première partie de la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a été ouverte le 11 octobre 2021 à 15 h 30[[4]](#footnote-5)  par M. Huang, en qualité de président de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya à sa quatrième réunion.

8. Des discours liminaires ont été prononcés par M. Zheng Han, vice-premier ministre du Conseil d'État de la Chine ; Mme Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement, au nom de Mme Amina Mohammed, secrétaire générale adjointe des Nations Unies (par vidéo) ; M. Chengfa Ruan, secrétaire du Parti communiste de la province du Yunnan ; et Mme Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique. Leurs discours sont résumés dans le rapport de la Conférence des Parties sur la partie I de sa réunion (CBD/COP/15/4).

9. Des déclarations générales ont été faites par les représentants de l'Argentine (au nom du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes), de la République démocratique du Congo (au nom du Groupe africain), de la Géorgie (au nom des pays d'Europe centrale et orientale), du Koweït (au nom de la région Asie-Pacifique), de la Nouvelle-Zélande (au nom de l'Australie, du Canada, de l'Islande, d'Israël, de Monaco, de la Norvège, de la République de Corée, de la Suisse, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique) et de la Slovénie (au nom de l'Union européenne et de ses États membres).

10. Une déclaration a également été faite par le représentant de l'Organisation du Traité de coopération amazonienne.

11. Des déclarations ont également été faites par des représentants des organisations suivantes : Alliance de la CDB, Caucus des femmes de la CDB, Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité (GYBN), Forum international des peuples autochtones pour la biodiversité (IIFB), Peuple Hani du Yunnan, Conseil international pour les initiatives environnementales locales (ICLEI) (également au nom du Comité consultatif des gouvernements infranationaux et de la biodiversité (coordonné par Regions4 et le Gouvernement du Québec), Groupe de Gouvernements infranationaux chefs de file dans la réalisation des Objectifs d’Aichi pour la biodiversité (coordonné par la préfecture d'Aichi), Comité européen des régions et des partenaires du processus d'Édimbourg) et l’Association pour la conservation de la vraie nature (également au nom de Youth of China)[[5]](#footnote-6).

# Point 2. Questions d’organisation

*Adoption de l'ordre du jour*

12. À la première séance plénière de la première partie de la réunion, le 11 octobre 2021, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a adopté l'ordre du jour suivant, fondé sur l'ordre du jour provisoire établi par la Secrétaire exécutive en consultation avec le Bureau (CBD/NP/MOP/4/1/Rev.1) :

1. Ouverture de la réunion.
2. Questions d’organisation.
3. Rapport sur la vérification des pouvoirs des représentants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya.
4. Rapports des organes subsidiaires.
5. Rapport du Comité d’examen du respect des dispositions (article 30).
6. Administration du Protocole et budget pour les fonds d'affectation spéciale.
7. Mécanisme de financement et ressources financières (article 25).
8. Mesures d'aide à la création et au renforcement des capacités (article 22) et mesures prises pour sensibiliser le public à l’importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées (article 21).
9. Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et échange d'informations (article 14).
10. Suivi et établissement de rapports (article 29).
11. Coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives internationales.
12. Examen de l'efficacité des structures et des processus.
13. Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.
14. Information de séquençage numérique sur les ressources génétiques.
15. Instruments internationaux spécialisés en matière d'accès et de partage des avantages dans le contexte de l'article 4, paragraphe 4 du Protocole de Nagoya.
16. Mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages (article 10).
17. Questions diverses.
18. Adoption du rapport.
19. Clôture de la réunion.

**Organisation des travaux**

13. À la première séance plénière de la première partie de la réunion, le 11 octobre 2021, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a décidé d'examiner les points 1 à 6 et 17 à 19 au cours de la première partie de la réunion, conformément au calendrier figurant à l'annexe I du projet d'organisation des travaux (CBD/NP/MOP/4/1/Add.2). Il est entendu que tous ces points seront abordés en séance plénière et que certains devront être examinés plus avant au cours de la deuxième partie de la réunion, au cours de laquelle les points 7 à 16 de l'ordre du jour seront également abordés.

**Événements parallèles**

14. Deux événements apparentés, le Forum de la civilisation écologique et le Forum d’action des organisations non gouvernementales, ont eu lieu de concert avec la première partie de la quinzième réunion de la Conférence des Parties. Pour plus de renseignements sur ces forums, consultez l’annexe au rapport de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, partie I (CBD/COP/15/Part-I/4).

**Élection du Bureau**

*Élection du président*

15. Conformément à l'article 26, paragraphe 3, du Protocole de Nagoya, le Bureau de la Conférence des Parties fait également office de Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya. En conséquence, M. Runqiu Huang, ministre de l’Écologie et de l'Environnement de la Chine, qui avait été élu président de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, a également été président de la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

*Élection des fonctionnaires autres que le président*

16. Le paragraphe 3 de l'article 26 du Protocole de Nagoya prévoit que tout membre du Bureau de la Conférence des Parties qui représente une Partie à la Convention qui n'est pas Partie au Protocole doit être remplacé par un membre élu par et parmi les Parties au Protocole. À sa quatorzième réunion, la Conférence des Parties avait élu 10 membres du Bureau pour siéger jusqu'à la clôture de la quinzième réunion. Deux représentants avaient par la suite été remplacés par la Partie concernée. À sa troisième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya avait élu des membres suppléants du Bureau dans le cas des régions dans lesquelles le membre du Bureau de la Conférence des Parties représentait une Partie à la Convention qui n'était pas Partie au Protocole de Nagoya. Ainsi, le Bureau de la quatrième réunion de la Conférence des Parties était composé de :

|  |
| --- |
| M. Eric Okoree (Ghana) |
| M. Melesse Maryo (Éthiopie) |
| M. Vinod Mathur (Inde) (en remplacement de Mme Sujata Arora) |
| Mme Leina El-Awadhi (Koweït) |
| M. Dilovarsho Dustov (Tadjikistan) |
| Mme Elvana Ramaj (Albanie) |
| M. Joaquin Salzberg (Argentine) |
| Mme Helena Jeffery Brown (Antigua-et-Barbuda) |
| Mme Gabriele Obermayr (Autriche) |
| Mme Marie Haraldstad (Norvège) |

17. Étant donné que certains des travaux demandés par la Conférence des Parties à sa quatorzième réunion doivent se poursuivre jusqu'à la clôture de la deuxième partie de la réunion, M. Hamdallah Zedan (Égypte) a été invité à rester membre du Bureau, d'office, en tant que représentant de la présidence de la quatorzième réunion de la Conférence des Parties.

18. Il a été convenu que les membres du Bureau qui prendraient leurs fonctions à la clôture de la quatrième réunion et serviraient jusqu'à la fin de la cinquième réunion seraient élus à la deuxième partie de la réunion, moment auquel la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties élirait des remplaçants, si nécessaire, pour les membres du Bureau qui représentent une Partie à la Convention mais pas une Partie au Protocole de Nagoya.

19. Lors de la séance plénière d'ouverture de la première partie de la réunion, le 11 octobre 2021, il a été convenu, sur proposition du Bureau, que Mme Elvana Ramaj (Albanie) ferait office de rapporteur pour la réunion.

*Élection des membres du bureau des organes subsidiaires*

20. Lors de la session d'ouverture de la partie I de la réunion, le 11 octobre 2021, la Conférence des Parties a décidé de reporter les élections du président de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et du président de l'Organe subsidiaire chargé de l'application jusqu'à la fin de la deuxième partie de la réunion. La Conférence des Parties a aussi décidé de maintenir en fonction les coprésidents du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020 jusqu'à la deuxième partie de la réunion.

# Point 3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya

21. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a examiné le point 3 de l'ordre du jour à la séance plénière d'ouverture de la première partie de la réunion, le 11 octobre 2021. Conformément à l'article 19 du règlement intérieur, le Bureau devait examiner les pouvoirs des délégations et faire rapport à ce sujet. En conséquence, le président a informé l’organe que le Bureau avait désigné M. Eric Okoree (Ghana), un vice-président du Bureau, pour examiner les pouvoirs et faire rapport à leur sujet.

22. À la deuxième séance plénière de la première partie de la réunion, le 15 octobre 2021, M. Okoree a informé la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya que 104 Parties étaient inscrites comme participantes à la réunion. Le Bureau a examiné les pouvoirs des représentants des Parties participant à la réunion et a constaté que ceux de 67 délégations respectaient à la lettre l’article 18 du règlement intérieur tandis que ceux de 37 délégations n’étaient pas tout à fait conformes à l’article 18 et ou n’avaient pas encore été communiqués. Conscient des circonstances extraordinaires auxquelles faisaient face certaines délégations, le Bureau a permis aux représentants n’ayant pas encore communiqué leurs pouvoirs de le faire dans les 30 jours suivant la clôture de la réunion ou avant le 15 novembre 2021 au plus tard, et demandé à la Secrétaire exécutive d’effectuer le suivi sur la question.

# Point 4. Rapports des organes subsidiaires

23. Le point 4 de l’ordre du jour a été abordé à la deuxième session de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya a effectué son examen du point en étant saisi des rapports de la vingt-troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (CBD/SBSTTA/23/9) et de la partie I de sa vingt-quatrième réunion (CBD/SBSTTA/24/11), de la partie I de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l'application (CBD/SBI/3/20) et de la première et deuxième réunions et de la partie I de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CBD/WG2020/1/5, CBD/WG2020/2/4 et CBD/WG2020/3/4).

24. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya a entendu les rapports verbaux de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et de l’Organe subsidiaire chargé de l'application, ainsi que des coprésidents du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 sur les travaux effectués depuis la dernière réunion de la Conférence des Parties, dont une explication des différents moyens utilisés pour se soustraire aux restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19.

25. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya a pris note des rapports sur les réunions intersessions des organes subsidiaires et a décidé d’examiner les recommandations présentées dans ces rapports au titre des différents points de l’ordre du jour de la partie II de la réunion.

# Point 5. Rapport du Comité chargé du respect des dispositions

26. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a examiné le point 5 de l'ordre du jour à la deuxième session de la première partie de la réunion, le 15 octobre 2021.

27. Mme Kauna Schroder, présidente du Comité chargé du respect des dispositions, a présenté le rapport du Comité (CBD/NP/MOP/4/2) sur les travaux exécutés lors de sa troisième réunion. Le Comité s’est penché sur plusieurs points, dont la remise de rapports nationaux provisoires, et plusieurs questions d’ordre général sur le respect des dispositions. Les éléments de fond des recommandations du Comité seront examinés à la partie II de la réunion, lorsqu’un rapport plus détaillé et à jour sera remis.

28. La présidente du Comité d’examen du respect des dispositions a ajouté que le mandat de cinq membres du Comité devait prendre fin le 31 décembre 2020 mais que le retard dans la présentation de la quatrième réunion avait empêché l’élection de nouveaux membres avant la fin du mandat des membres à remplacer. Après consultation avec le Bureau, le mandat des membres a été prorogé jusqu’au 31 décembre 2021 et l’élection de nouveaux membres devrait avoir lieu à la partie II de la réunion, à Kunming, en 2022.

29. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya a pris note du rapport de la présidente du Comité d’examen du respect des dispositions et a décidé de reporter l’examen des recommandations du Comité et l’élection des nouveaux membres à la partie II de la réunion. Elle a aussi décidé de proroger d’une autre année le mandat des cinq membres du Comité, qui prendra donc fin le 31 décembre 2022.

# Point 6. Administration du Protocole et du budget du Fonds d’affectation spéciale

30. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a examiné le point 6 de l'ordre du jour à la séance plénière d'ouverture de la première partie de la réunion, le 11 octobre 2021. Pour l'examen de ce point, elle était saisie d'un rapport intérimaire de la Secrétaire exécutive sur l'administration de la Convention et de ses Protocoles, y compris le budget des fonds d'affectation spéciale respectifs (CBD/NP/MOP/4/3).

31. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a décidé de créer un groupe de contact sur le budget, ayant pour mandat d'examiner la question et d'élaborer un projet de budget pour le programme de travail pour 2022, pour examen par les Parties. Le groupe de contact serait présidé par M. Spencer Thomas (Grenade), serait ouvert à toutes les Parties et se réunirait de manière informelle à l'invitation de son président, les réunions étant annoncées à l'avance dans le calendrier quotidien des réunions.

32. À la deuxième séance plénière de la première partie de la réunion, le 15 octobre 2021, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a abordé la décision CBD/NP/MOP/4/L.2 sur le budget provisoire pour le programme de travail intégré du Secrétariat, présenté par le président du groupe de contact sur le budget.

33. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya a adopté le projet de décision CBD/NP/MOP/4/L.2 tel qu’il a été amendé verbalement par le Secrétariat, en tant que décision NP-4/1.

# Point 17. Questions diverses

34. Aucune autre question n’a été soulevée.

# Point 18. Adoption du rapport

35. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a adopté le présent rapport à la deuxième séance plénière de la première partie de la réunion, le 15 octobre 2021, sur la base du projet de rapport présenté par la rapporteuse (CBD/NP/MOP/4/Part-1-L.1), étant entendu qu'il serait parachevé de manière à refléter l'intégralité des débats de la réunion en cours et que le rapport complet serait examiné et adopté à la deuxième partie de la réunion.

# Point 19. Clôture de la réunion

36. À la deuxième séance plénière de la première partie de la réunion, le 15 octobre 2021, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya a décidé de suspendre sa quatrième réunion et de la poursuivre du 25 avril au 8 mai 2022, à Kunming, en Chine.

37. Après l'échange traditionnel de courtoisies, la première partie de la réunion a été officiellement clôturée à 17 h 10, le 15 octobre 2021.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. CBD/NP/MOP/4/3. [↑](#footnote-ref-2)
2. Voir résolution 60/283, sect. IV de l'Assemblée générale des Nations Unies. [↑](#footnote-ref-3)
3. Voir paragraphe 2. [↑](#footnote-ref-4)
4. Toutes les heures indiquées dans le présent rapport sont à l'heure locale de Chine (UTC+8). [↑](#footnote-ref-5)
5. Les déclarations faites par des représentants, lorsqu’elles ont été transmises au Secrétariat, peuvent être consultées à l’adresse : https://www.cbd.int/conferences/2021-2022/cop-15/documents, telles que reçues de la part de la Partie ou de l’observateur concerné. [↑](#footnote-ref-6)